

La Convention citoyenne pour le climat, ou la fin des illusions sur « les vrais gens »

+ Lire aussi PAGE 4

Qui doit exprimer la volonté générale dans la démocratie 2.0 ? Tout le monde, semble-t-il, selon le commentaire dominant, sauf celui qui a été élu au suffrage universel à cette fin. L'élu, suspect d'indifférence, de connivence et d'improbité, est récusé au profit de l'expert, du juge, du militant et, désormais, du citoyen tiré au sort, apparu en majesté lors de la Convention citoyenne pour le climat.

Le citoyen tiré au sort représente la pureté démocratique originelle, le retour à une virginité civique aujourd'hui souillée par les compromissions et les démissions des professionnels

de la politique. Les citoyens tirés au sort sont les authentiques représentants du peuple souverain. Ils sont réputés plus avisés et plus désintéressés que ceux qui ont consacré leur existence à la chose publique, acquis l'expérience de la délibération collégiale, approfondi des dossiers ardu, connu la difficulté des arbitrages entre principes et intérêts conflictuels et accessoirement (pardonnez du peu) ... gagné la confiance des électeurs.

Cent cinquante citoyens tirés au sort ne sont-ils pas représentatifs du peuple tout entier et donc, s'ils sont convenablement instruits

des problèmes par des experts patients et neutres, les mieux à même de choisir les politiques publiques les plus conformes au Bien public ? C'est ce que nous entendons à longueur d'antenne.

Tout est cependant contestable derrière ce présupposé du populisme chic, qui, depuis les « gilets jaunes », semble devenir une antienne médiatique.

En premier lieu, n'est pas représentatif un échantillon constitué par des personnes tirées au sort certes, mais

Il n'est pas question de rendre obligatoire la participation au panel. Ne restent donc, parmi les tirés au sort, que les plus motivés par le sujet, c'est-à-dire les plus favorables aux thèses radicales et les plus grisés par la perspective de jouer un rôle national

tirés jusqu'à trouver les plus motivées par le sujet, puisqu'il n'est pas question de rendre obligatoire la participation au panel. Ne restent en pareil cas, au fond du tamis, que les plus favorables aux thèses radicales et les plus grisés par la perspective de jouer un rôle politique national.

En outre, les experts ayant « éclairé » cette réflexion de citoyens motivés sont, pour la plupart, des personnalités elles-mêmes engagées, ce qui n'est pas honteux, mais qui biaise le résultat de délibérations présentées comme exemptes de préjugés et représentatives du « sentiment général des gens ».

Enfin, les connaissances qu'il est possible non seulement d'acquérir mais d'assimiler en un aussi bref laps de temps n'ont pas suffi à éviter les graves lacunes dont sont entachées les propositions de la convention : absence de toute référence au prix du carbone (alors qu'il s'agit là de la principale piste efficace pour réorienter l'économie capitaliste au service d'objectifs écologiques) ; sous-estimation des capacités de la science et

de la créativité humaine pour résoudre les problèmes qui se posent (à cet égard, le silence sur l'avenir du nucléaire est révélateur) ; refus d'envisager les conséquences budgétaires, et donc fiscales, des mesures proposées (ce qui obligerait à établir un ordre des priorités, commencement de toute politique réaliste).

Il n'est donc pas étonnant d'aboutir, en définitive, à des mesures décroissantistes (produire moins, travailler moins, consommer moins),

contraignantes (obligation faite à tous les ménages d'isoler thermiquement le foyer, fermeture des lignes aériennes intérieures), échevelées (création d'un crime d'écocide)

ou contradictoires, la démagogie (réduction du temps de travail sans perte de salaire) voulant sans doute atténuer l'impopularité de beaucoup des solutions préconisées, qui se rattachent sans surprise à l'écologie punitive (limitation de la vitesse sur les autoroutes).

Eu égard aux caractéristiques singulières de ses débats, on ne s'étonne pas non plus des majorités soviétiques qui ont conclu cette agora du troisième type. Ni du chantage exercé sur les pouvoirs publics : mes 150 mesures forment un bloc qu'il n'est pas question de filtrer. Tout doit être soumis, selon le cas, au pouvoir législatif et au pouvoir réglementaire. Simples courroies de transmission d'une volonté populaire supérieure, Parlement et gouvernement sont sommés de transformer cette volonté en lois et règlements. Le peuple est appelé à entériner les éléments les plus emblématiques des 150 propositions sous la forme d'un référendum de l'organisation duquel le chef de l'État devrait s'effacer au bénéfice d'une autorité ad hoc...

Et maintenant ? L'exécutif est pris dans le dilemme dans lequel il s'est lui-même enfermé. Soit donner suite aux conclusions de la convention, au risque d'infliger une énième épreuve à la société au plus mauvais moment, c'est-à-dire à l'heure où l'urgence est de réparer le monde d'avant et non d'improviser un monde d'après. Soit opposer une fin de non-recevoir à l'utopie en suscitant une vive déception qui exploiteront avec gourmandise les milieux, pour une fois solidaires, du populisme et de l'écologie radicale. Dans le climat actuel, peu propice à l'émergence d'une intelligence collective - celle-ci suppose une compréhension équitablement répandue de la complexité du monde, un apaisement des passions et un esprit coopératif - la frustration serait dévastatrice : pourquoi nous avoir demandé solennellement notre avis, pourquoi nous avoir dit que notre concours dessinerait les contours d'un nouveau pacte environnemental et social, si c'est finalement pour tenir aussi peu compte de nos propositions ? On dénoncerait une manipulation cynique.

Un « référendum » sous forme de questionnaire à choix multiples peut-il être envisagé ? Ce serait un objet constitutionnellement non identifié, qui ne pourrait être regardé que comme une sorte de sondage en vraie grandeur commandité par les pouvoirs publics, mais ne pouvant lier ceux-ci. L'arbitraire présiderait à la sélection des questions comme à l'interprétation des réponses. Il faudrait une loi pour l'organiser. Que diable irait faire le chef de l'État dans cette galère ?

Reconnaissons au moins un mérite à la Convention citoyenne pour le climat : avoir fait la démonstration en vraie grandeur des impasses de la démocratie directe dans un monde aussi complexe et fragile que le nôtre.

* Conseiller d'État honoraire.
** Ancien préfet. Ancien directeur de cabinet du premier ministre (2002-2003).



JEAN-ÉRIC SCHOETTL ET PIERRE STEINMETZ

Les errements de la Convention citoyenne pour le climat le prouvent : les mécomptes de la démocratie directe sont infiniment plus graves que les déceptions qui peuvent naître de l'élection de représentants, argumentent l'ancien secrétaire général du Conseil constitutionnel* et l'ancien membre du Conseil constitutionnel**.

Se garder du piège de l'émotion reine : « La Tache » de Philip Roth

Nous vivons dans un monde de cycles courts. Une mare aux cygnes noirs dans laquelle nous sommes contraints de nous baigner.

Les économistes qualifient de « stochastiques » ces temps où l'on enchaîne les crises inattendues. Devant tant d'instabilité et d'imprévoyance structurelle, alors que nous sommes habités par des sentiments contrariés, la tentation est grande de nous réfugier dans le royaume de l'émotion.

Porté par elle, séparant sans nuance les sujets, les attitudes et les situations, donner un sens à sa vie, à ses élans, paraît plus aisé. L'on fait corps, même dans la solitude de sa chambre, d'un simple hashtag bien envoyé. Cela fait du bien d'être du côté du bien. Comme en ces temps lointains où la faucille et le marteau flottaient aux rues de Saint-Germain-des-Près.

Ne nous méprenons pas. L'émotion, l'indignation et l'empathie sont essentielles à l'action juste. La froideur désincarnée est le propre de l'inhumanité, le moteur de l'arrogance et de la geste tyrannique. Faire de la bienveillance un axe de société n'est en rien une erreur, surtout au temps de l'intelligence et de la créativité collectives. Les sciences cognitives en attestent.

En revanche, il est un piège dans lequel il ne faut pas sombrer et que l'ironie, le génie sarcastique, en un mot la lucidité des grands romanciers, parviennent à traquer : offrir à l'émotion le sceptre et la couronne. La

faire régner sur tout, jusqu'à fragiliser nos digues, alimentant ainsi le feu des brasiers despotiques en pensant, sincèrement, contribuer à les éteindre.

Philip Roth, l'un des plus grands romanciers américains du XX^e siècle, l'a compris. Mieux que personne, il l'a restitué au monde. À l'heure où la vague « Black Lives Matter » a gagné, tout en mutant, les rives occidentales, son roman *La Tache* (Gallimard) redouble d'importance.

En anglais, le titre original de l'œuvre publiée en 2000 est *The Human Stain*, soit « la tache humaine ». Par l'effet d'une confession rétrospective taillée comme un diamant, il nous plonge dans le berceau du politiquement correct, à l'heure où Bill Clinton s'empêtre dans l'affaire Lewinsky.

La tache, c'est cette souillure qui vous marque, indélébile, aux yeux des regards purs. C'est le mot, le geste, l'image qui vous crucifie au tribunal de la morale publique. Les droits de la défense y sont abolis. Il n'y est de délit que flagrant, si flagrant qu'il vous condamne sans autre forme de procès.

Ici, le personnage central n'est pas Coleman Silk, cet universitaire métisse ayant caché ses origines avant de trébucher d'un mot qu'il pensait anodin. Accusé de racisme pour avoir qualifié de « zombie » des étudiants absents dont il ne savait rien, pas même la couleur de la peau puisqu'ils avaient « séché », « viré d'un claqué de Norfolk pour être noir, viré de l'université (...) pour être blanc », Coleman restitue la lumière au vrai héros du livre : l'Amérique et ses anges purificateurs.

Pointant avec une efficacité d'orfèvre ce « nous coercitif, assimilateur, historique, le nous à la morale duquel on n'échappe pas », ce « nous » calomnieux se contentant « d'une étiquette » tenant lieu « de mobile »,

« de preuve » et « de logique », ce « nous » si confortable qui transforme l'autre en « monstre » et soi en héros, Roth dénonce « ceux qui réécrivent l'histoire pour la cashériser ». Alors que, des deux côtés de l'Atlantique, des statues tombent, la valeur d'une telle prose saisit à chaque page.

En amoureux sincère de la liberté humaine, Roth nous ramène à la complexité des choses. « Notre compréhension d'autrui ne peut être, au mieux, qu'approximative », lit-on dans *La Tache*. Les détails n'intéressent personne. Ainsi, Coleman est métisse, mais personne ne le sait : « Il était seul à connaître le secret de son identité. » Tout comme sa jeune maîtresse, femme de ménage et illettrée... du moins en apparence.

La tache, c'est cette souillure qui vous marque, indélébile, aux yeux des regards purs. C'est le mot, le geste, l'image qui vous crucifie au tribunal de la morale publique

Voilà un roman subtil qui aide à comprendre, à faire le tri, à se garder des raccourcis et des jugements au pilori. Tout comme *Chien blanc*, de Romain Gary, quand il nous parle des États-Unis : « Le signe distinctif par excellence de l'intellectuel américain, c'est la culpabilité. Se sentir personnellement coupable, c'est témoigner d'un haut standing moral et social, prouver que l'on fait partie de l'élite. Avoir "mauvaise conscience", c'est démontrer que l'on a une bonne conscience en parfait état de marche et, pour commencer, une conscience tout court. »

Nous y sommes. S'il faut bien entendu se lever pour pointer avec fermeté

les violences illégitimes, en rien justifiées par la situation, y compris dans la police, on ne peut, dans un État de droit, en aucune espèce, placer l'émotion au-dessus de la norme. Les forces de l'ordre, faut-il le rappeler, ont le monopole de la violence légale. C'est là une base essentielle de notre civilisation car c'est en transférant la violence privée vers la violence légale que l'on a inventé l'État régalien. Contester cela en laissant à croire que la police française serait institutionnellement raciste, c'est non seulement faux, mais c'est fissurer notre sol.

La lecture libérale de la lutte contre le racisme, dans la lignée de la célèbre conférence d'Ayn Rand, ne juge jamais un être à autre chose qu'à l'aune de ce

qu'il est et fait lui-même, sans égard à ses origines sociales ou ethniques. C'est elle qui doit triompher des attitudes autoritaires et des menaces

émotionnelles faisant lever sur des générations ayant grandi entre les réseaux sociaux et la peur légitime du cyber-harcèlement. Comme l'a révélé la polémique du *New York Times* sur l'article de Tom Cotton, la mise à mort sociale, l'autoflagellation coupable, l'activisme des vertueux sont tout autant porteurs de dangers que le mal combattu. L'expérience communiste aurait pourtant dû nous vacciner.

À l'ère du retour des tyrannies, magnifiquement pointé par Joseph Maccé-Scaron dans un essai brillant, *Éloge du libéralisme* (Observatoire), il faut nous prémunir contre ces drôles de fièvres.



MATHIEU LAINE

À LIVRE OUVERT

À l'heure où l'on déboulonne des statues, la lecture du roman de Philip Roth fortifie contre un grand danger : se considérer comme un héros chargé d'épurer l'histoire et tenir l'avis contraire au sien pour haïssable, explique le chroniqueur.